

Arrêté temporaire n°RA-23/1211
Portant réglementation du stationnement et de la circulation

RUE DE STEINBACH, RUE JULES SIEGFRIED, RUE THIERSTEIN, RUE DE LA PEPINIÈRE, RUE DE MURBACH, RUE DE HIRTZBACH, RUE DE SAINT-AMARIN, RUE STOEBER, RUE DE MUNSTER, RUE DU DOC MAURICE MUTTERER et RUE LEFEBVRE

Madame la Maire

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6
VU l'ordonnance n° 45-1968 du 1er septembre 1945 relative à l'étatisation de la police dans la région de Strasbourg
VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 413-1 et R. 417-10
VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription
VU l'arrêté portant sur la délégation de signature de Mme le Maire

CONSIDÉRANT que des travaux de Blowpatcher rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers,

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique entendu

ARRÈTE

Article 1

Du 17 juillet 2023 au 4 août 2023, afin de permettre la réalisation de travaux de Blowpatcher, :

- RUE DE STEINBACH, de la RUE JOSUE HOFER jusqu'à la RUE FURSTENBERGER
- RUE JULES SIEGFRIED, de la RUE JOSUE HOFER jusqu'à la RUE FURSTENBERGER
- RUE THIERSTEIN, de la RUE LAVOISIER jusqu'à l'AVENUE DE COLMAR
- RUE DE LA PEPINIÈRE, de la RUE AUGUSTE LUSTIG jusqu'à la RUE DU DOC LEON MANGENEY
- RUE DE MURBACH, de la RUE DE DIDENHEIM jusqu'à la RUE DU CHATEAU ZU-RHEIN
- RUE DE HIRTZBACH, de la RUE DE THANN jusqu'à la RUE DE SAINT-AMARIN
- RUE DE SAINT-AMARIN, du 25 jusqu'à la RUE DE HIRTZBACH
- RUE STOEBER, du BOULEVARD LEON GAMBETTA jusqu'à la RUE EMILIO NOELTING
- RUE DE MUNSTER, de la RUE DE GUNSBACH jusqu'à la RUE DE LA TUILERIE
- RUE DU DOC MAURICE MUTTERER, sur l'ensemble de la rue
- RUE LEFEBVRE, de l'AVENUE ROBERT SCHUMAN jusqu'à l'ALLEE NATHAN KATZ

à MULHOUSE, le règlement de la circulation et du stationnement sur le territoire de la Ville de Mulhouse du 15 septembre 1967 est temporairement modifié conformément aux articles suivants, selon l'avancement des travaux et les besoins du chantier.

Article 2

À compter du 17 juillet 2023 et jusqu'au 4 août 2023, les prescriptions suivantes s'appliquent :

- RUE DE STEINBACH, de la RUE JOSUE HOFER jusqu'à la RUE FURSTENBERGER
- RUE JULES SIEGFRIED, de la RUE JOSUE HOFER jusqu'à la RUE FURSTENBERGER
- RUE THIERSTEIN, de la RUE LAVOISIER jusqu'à l'AVENUE DE COLMAR
- RUE DE LA PEPINIÈRE, de la RUE AUGUSTE LUSTIG jusqu'à la RUE DU DOC LEON MANGENEY
- RUE DE MURBACH, de la RUE DE DIDENHEIM jusqu'à la RUE DU CHATEAU ZU-RHEIN
- RUE DE HIRTZBACH, de la RUE DE THANN jusqu'à la RUE DE SAINT-AMARIN
- RUE DE SAINT-AMARIN, du 25 jusqu'à la RUE DE HIRTZBACH
- RUE STOEBER, du BOULEVARD LEON GAMBETTA jusqu'à la RUE EMILIO NOELTING
- RUE DE MUNSTER, de la RUE DE GUNSBACH jusqu'à la RUE DE LA TUILERIE
- RUE DU DOC MAURICE MUTTERER, sur l'ensemble de la rue

:

- **La circulation est alternée par B15+C18 ou K10 ;**
- **Le stationnement des véhicules est interdit. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et possible de mise en fourrière immédiate ;**
- **La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h ;**
- **La circulation est interdite sur la piste cyclable, les cyclistes intégreront la circulation générale**

Article 3

À compter du 17 juillet 2023 et jusqu'au 4 août 2023, les prescriptions suivantes s'appliquent RUE LEFEBVRE, de l'AVENUE ROBERT SCHUMAN jusqu'à l'ALLEE NATHAN KATZ :

- **Le stationnement des véhicules est interdit. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate ;**
- **La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h ;**
- **La circulation est interdite sur la piste cyclable, les cyclistes intégreront la circulation générale ;**
- **La circulation est restreinte sur un couloir de 3,2 m ;**

Article 4

Les panneaux de signalisation réglementaires seront mis en place par les soins et aux frais de l'entreprise EUROVIA chargée des travaux.

La signalisation temporaire du chantier devra être conforme aux dispositions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (signalisation temporaire) du 7 juin 1977.

Article 5

Les véhicules qui stationneront en infraction seront enlevés et mis en fourrière aux frais et aux risques de leur propriétaire, conformément aux articles L 325-1 et R 325-12 et suivants du code de la route ou à l'article 17 du règlement de la circulation et du stationnement sur le territoire de Mulhouse du 15 septembre 1967.

Article 6

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Mulhouse et

M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mulhouse, le 10/07/2023

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué



Thierry NICOLAS

DIFFUSION:

- EUROVIA
- Ville de Mulhouse

Les arrêtés de circulation sont mis à disposition du public à la Mairie sis 2 rue Pierre et Marie Curie à Mulhouse ou sis au Service Voirie 34 rue Lefebvre à Mulhouse.

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.